

Cérémonie commémorant le 82e anniversaire de la Libération de Toulouse

Mercredi 19 août 2026

DISCOURS DE JEAN-LUC MOUDENC MAIRE DE TOULOUSE ET PRÉSIDENT DE TOULOUSE MÉTROPOLE

Monsieur le sous-Préfet, Secrétaire Général, représentant Monsieur le Préfet de la région Occitanie et de la Haute-Garonne,
Monsieur le Conseiller régional, représentant Madame la Présidente de Région,
Monsieur le Vice-Président du Conseil Départemental, représentant Monsieur le Président du Conseil départemental,
Monsieur le Député,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs les Officiers Supérieurs,
Monsieur le Général, commandant la 11e brigade parachutiste,
Monsieur le Colonel, représentant le Général de division, commandant la région de gendarmerie,
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Résistance, cher Jean-Paul BREQUE,
Messieurs les représentants des associations patriotiques et d'anciens combattants,
Messieurs les représentants des ordres nationaux,
Mesdames et Messieurs les porte-drapeaux,
Monsieur le Vicaire diocésain, représentant Monseigneur l'Archevêque,
Mesdames, Messieurs,

Il y a plus de 80 ans, alors que notre classe politique d'alors se fourvoyait en remettant les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, alors que s'installaient la honte de la collaboration et le défaitisme d'une élite qui avait renoncé à croire en la France, des femmes et des hommes se sont levés. Ils ont refusé de subir.

Ils ont incarné ce courage qu'Aristote définissait comme le juste milieu entre deux vices, la lâcheté, qui est un défaut, et la témérité, qui est un excès. Un courage absolu dans l'engagement, du premier jour de leur entrée en Résistance, quand tout semblait perdu, jusqu'au dernier, quand la victoire enfin fut accomplie.

Courage, surtout, en ce matin du 19 août 1944, quand ils sont entrés dans Toulouse pour la libérer et déclencher l'insurrection alors que les troupes allemandes tenaient encore la ville.

Serge RAVANEL, commandant régional des FFI – les Forces Françaises de l'Intérieur -, demande aux 4.000 hommes des différents maquis de la région de converger vers notre ville pour la libérer.

Dans chacun de nos quartiers, heure après heure, la Résistance se lève, depuis la gare Matabiau, avec le groupe du même nom, composé des cheminots de la CGT, à la prison Saint-Michel, avec les femmes des prisonniers et les habitants du quartier.

Gaullistes, démocrates-chrétiens, socialistes, communistes, anarchistes, radicaux, royalistes, républicains : tous s'unirent, faisant passer la Libération avant leurs divergences.

Des Français comme des étrangers.

En particulier, de ce lieu de mémoire aux plages d'Argelès-sur-Mer, nous savons tout ce que la Résistance doit à l'engagement des exilés espagnols, qui avaient déjà tout perdu et qui ont pourtant tout donné une seconde fois.

Nous n'oublierons jamais ce qu'ils ont fait.

Et je salue la délégation des républicains espagnols présente parmi nous aujourd'hui, - avec une pensée amicale pour ma collègue, Madame SANZ, Maire d'Argelès, qui avait prévue d'être là et qui malheureusement est empêchée -, vous symbolisez cette part d'hispanité à laquelle nous sommes attachés et qui fut si importante dans la Résistance de notre région.

* * *

Dans *Esprit de résistance*, publié en 1995, Serge RAVANEL nous enseignait que chaque période de notre histoire nous invite à renouer avec cet esprit, en refusant les capitulations et le conformisme ambiant, en s'autorisant à penser à contre-courant de la majorité.

Dans le contexte incertain qui est le nôtre aujourd'hui, je crois qu'il nous faut justement retrouver cette inspiration.

82 ans après la Libération, qu'avons-nous fait de cet esprit de résistance, même si le monde, évidemment, a bien changé depuis ?

Marc BLOCH, historien et résistant fusillé par la Gestapo, entré au Panthéon en juin dernier, écrivait dans son livre *L'Étrange Défaite* : « *Français, je vais être contraint, parlant de mon pays, de ne pas en parler qu'en bien.* »

* * *

En février 2022, la guerre est revenue sur notre continent comme un douloureux souvenir. Et nous savons que si l'Ukraine tombe, la menace russe se rapprochera de l'Union européenne.

Cette guerre nous rappelle que le réarmement est devenu une nécessité pour préserver notre souveraineté.

L'illusion des « dividendes de la paix » a conduit l'Europe à se désarmer militairement, économiquement, moralement et spirituellement, oubliant les leçons de la Première guerre mondiale et le sage propos de Paul Valéry : « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles.* »

Et comme dans les Années Trente, alors que s'affirme la nécessité de se réarmer, on entend à nouveau le discours doux et dangereux des pacifistes, pour nous endormir et nous faire renoncer à tout effort de défense supplémentaire. Souvenons-nous comment cela s'est conclu il y a un petit peu plus de 80 ans : par la Collaboration...

* * *

Soyons aussi conscients de l'enjeu stratégique que représente la situation de nos finances publiques. Car, sans marge budgétaire, il n'y a ni souveraineté, ni capacité à assurer notre défense.

Nos finances publiques reflètent l'état de notre pays : elles résultent de nos renoncements, de nos imprévoyances et de nos fuites.

Nous avons, tout à la fois, le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé et le déficit budgétaire le plus abyssal de l'Union européenne.

Comment avons-nous pu en arriver là sans agir ?

Marc Bloch, toujours lui, écrivait : « *Il faut avoir le courage de le dire. Cette faiblesse collective n'a peut-être été, souvent, que la somme de beaucoup de faiblesses individuelles.* »

Nous savons qu'une nation ne protège ni sa liberté, ni son modèle social en organisant son affaiblissement et en creusant toujours plus profondément le tombeau de sa souveraineté.

Et pendant ce temps-là, pendant ce temps-là, le monde ne nous attend pas.

Regardons nos voisins, conscients de l'urgence, ils engagent des réformes pour faire des économies et ils agissent pour permettre plus d'activité et davantage d'emploi.

Les puissances qui montent travaillent davantage, investissent davantage, préparent davantage l'avenir. Alors que notre nation est menacée de relégation, certains voudraient convaincre les Français que le salut viendrait du recul : moins de travail, moins d'effort, moins de responsabilité.

Or, pour combattre les maux qui rongent la France, il faut un discours de vérité.

En 1903 à Albi, dans son célèbre discours à la jeunesse, Jean JAURES disait : « *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.* »

Prendre nos responsabilités doit donc commencer par cette transparence sur la situation réelle du pays.

Je pense à ce moment de notre histoire où, après l'échec de la IV^e République, l'espoir renaît avec la Ve République et l'élection de Charles DE GAULLE.

Sept jours après celle-ci, le 28 décembre 1958, il annonce aux Français les mesures de rigueur nécessaires pour rebâtir la prospérité du pays et il conclut sur ces mots : fierté, courage, espérance.

Ce discours de vérité fut suivi de réformes courageuses, dont les résultats se font sentir dès 1962 et, en 1966, la France se classe deuxième puissance économique du monde.

Elle occupe aujourd'hui la septième place. Soixante ans de déclassement...

Ainsi, aujourd'hui comme hier, nous ne nous en sortirons pas sans EFFORT.

EFFORT, un mot qui semble avoir disparu de notre vocabulaire politique...

Y aura-t-il, demain, des responsables politiques qui auront le courage de formuler un diagnostic de vérité et de proposer l'effort juste à accomplir pour nous en sortir ?

Ou bien nous contenterons-nous de discours édulcorés, pour ne pas effaroucher les électeurs ?

Les candidats à la prochaine élection présidentielle devront, bientôt, répondre à cette question.

Espérons qu'ils seront à la hauteur.

Pour cela, il serait bienvenu qu'ils s'inspirent, une fois encore de DE GAULLE qui, en présentant la nouvelle Constitution, affirmait : « *Nous vivons en un temps où des forces gigantesques sont en train de transformer le monde. Sous peine de devenir un peuple périmé et dédaigné, il nous faut, dans les domaines scientifique, économique et social, évoluer rapidement. [...] Bref, la nation française reflurira ou périra suivant que l'État aura ou n'aura pas assez de force, de constance, de prestige, pour la conduire là où elle doit aller. »*

Alors, au-delà de la commémoration historique et patriotique d'aujourd'hui, au-delà de l'hommage que nous rendons aux libérateurs de notre ville, nous pouvons nous demander : sommes-nous leurs dignes successeurs ? Sommes-nous capables de nous inspirer de leur exemple pour agir aujourd'hui et demain ?

Mes chers concitoyens, j'en suis convaincu : alors que nous parlons aujourd'hui de nos illustres devanciers, eux aussi nous parlent.

- A leur époque, notre pays s'était effondré. Tout semblait perdu.

Ils n'ont pas perdu espoir, ils n'ont pas baissé les bras. Ils ont résisté, ils se sont battus. Et ils ont vaincu.

Alors, aujourd'hui, notre pays est sous doute perclus de problèmes de nature diverse comme s'il se trouvait dans une mauvaise conjonction de planètes : démocratie malade, autorité de l'Etat affaiblie, dérèglement climatique croissant, école, hôpital et système judiciaire anémiés, vivre ensemble mis à mal, retour de l'antisémitisme, comptes de la Nation en déficit chronique, fractures sociales, perte de compétitivité économique... J'arrête là.

Et malgré tout. Malgré tout, il n'est pas question de se laisser gagner par le découragement.

- Combien de fois la France, alors qu'elle était au bord de l'abîme, a-t-elle trouvé en elle les ressorts qui lui ont permis de rebondir et d'aller de l'avant !

Le succès du film « La Bataille de Gaulle », en ce moment même, n'est-il pas un signe que les Français aspirent à se dépasser à nouveau ?

- Mais, pour relever les grands défis, il faut savoir se rassembler, surmonter les clivages, additionner les différences au lieu de les antagoniser.

La Résistance, elle aussi, était très morcelée. Jean MOULIN travailla à l'unifier au niveau national et François VERDIER localement.

De même, les formations politiques d'alors se déchirèrent avant d'accoucher, dans la douleur, du Conseil National de la Résistance. Et plus tard, en mars 1944, d'un audacieux programme de réformes.

Dans un élan d'inspiration similaire, on peut espérer que les candidats et les formations de l'arc démocratique – c'est-à-dire les forces qui exercent ou ont exercé des responsabilités exécutives sous la Ve République - fassent, pour les campagnes électorales de 2027, des projets différents mais comportant les trois points suivants :

- d'abord, un plan de redressement général du pays avec, en particulier, un volet budgétaire très volontariste ;
- ensuite, un programme de renforcement de notre défense face à la montée des périls internationaux, dans un contexte de défaillance de l'alliance avec les Etats-Unis et de montée de puissances hostiles aux valeurs démocratiques ;
- enfin, en cas d'absence de majorité à l'Assemblée nationale, un engagement solennel à coopérer avec les autres familles politiques démocrates dans le cadre d'une coalition soit gouvernementale soit parlementaire.

Mettre au point ces convergences partielles mais fondamentales opèrerait une belle résurgence de l'esprit du Conseil National de la Résistance.

Cela suppose de vouloir trouver des solutions aux problèmes de notre pays et de nos concitoyens plutôt que de se laisser aller à la facilité consistant à désigner des boucs-émissaires qu'on livre à la vindicte de la polémique permanente : les étrangers pour les uns, les riches pour les autres, et je ne cite que deux exemples.

- Bien sûr, tout cela ne peut marcher qu'à une seule condition : ne pas se compromettre avec aucun extrême. Pas d'ambiguïté dans mon propos : je parle ici des partis politiques extrémistes pas de leurs électeurs.

Car parler aux électeurs tentés de voter ou ayant voté pour un parti extrémiste est plus que souhaitable, pour entendre leurs attentes et leur proposer un chemin différent prenant en compte leurs préoccupations.

Dans la plupart des pays européens, nous assistons en ce moment à une inquiétante montée des forces nationalistes de droite radicale, comme dans les Années Trente.

Si nous ne devons, bien sûr, rien céder à ce phénomène dangereux pour nos démocraties, ce serait une grave erreur que de se contenter de formuler des condamnations morales et de s'en tenir à de beaux principes.

Il faut reconnaître que les formations démocratiques classiques ont failli sur ces questions et travailler davantage les sujets d'inquiétude et d'insatisfaction qui font basculer des électeurs nullement fascistes vers le nationalisme. Et, bien sûr, avoir le courage d'élaborer des propositions fortes, de nature à répondre avec une efficacité nouvelle aux inquiétudes citoyennes jusqu'ici négligées.

S'attaquer au fond des choses est certainement plus difficile et moins conventionnel ou confortable que de s'en tenir à des paroles de condamnation.

Les enjeux de ce combat contre le nationalisme montant se situent au niveau européen et ils nous concernent pleinement en France, comme nous le disent les enquêtes d'opinion.

Mais, dans notre pays, nous avons une particularité : la dynamique concomitante du nationalisme et de l'extrême-gauche insoumise.

La même clarté, la même rigueur et la même vigueur dans le combat contre l'un et contre l'autre de ces extrémismes doit animer tout vrai démocrate, tout authentique républicain.

La démocratie ne saurait se contenter de demi-démocrates ou de demi-républicains, focalisés sur un seul extrémisme pour être complaisants avec l'autre.

Ainsi, comme dans les années sombres que la cérémonie d'aujourd'hui, comme chaque année le 19 août, nous fait revisiter, nous voici confrontés à deux défis :

- redresser notre pays pour qu'il retrouve sa force et son rang ;
- renforcer les valeurs de civilisation nous unissant au-delà de nos légitimes différences, plaçant la personne humaine au centre de toute action.

Les Résistants d'alors ont su porter haut cette double exigence, surmonter les pires épreuves et faire triompher ce double objectif.

A nous de leur être fidèles et de les suivre.

Non seulement en assistant au rituel de cette commémoration.

Mais, aussi et surtout, en agissant aujourd'hui dans le droit fil des idéaux de la Résistance.

Vive la France, vive la Démocratie, vive Toulouse libre !